

>>> Novembre 2016

A la Une

Virus saisonniers de l'hiver : comprendre et agir

Quels sont les virus saisonniers de l'hiver qui sont de retour chaque année ?

- Les virus respiratoires : responsables de rhumes, rhinopharyngites, gripes saisonnières, bronchites et bronchiolites chez l'enfant.
- Les virus responsables de gastro-entérites, avec pour risque principal la déshydratation des nourrissons et des jeunes enfants.

Comment se transmettent les virus saisonniers de l'hiver ?

La transmission des virus saisonniers de l'hiver se fait :

- par les gouttelettes chargées de virus émises lors de toux, d'éternuements (elles restent en suspension dans l'air) ou par les postillons et la salive de personnes infectées ;
- par le contact direct des mains d'une personne infectée à une autre personne (par exemple en serrant la main) ou par le contact d'objets (jouets, doudous, tétines, boutons d'ascenseur, couverts...) contaminés par une personne malade ;
- par l'air, surtout lorsqu'une personne malade occupe une pièce fermée (chambre, salle d'attente, etc.).

Lorsqu'on est malade, adopter les « gestes barrières » !

- Se laver les mains plusieurs fois dans la journée, geste indispensable après s'être mouché, avoir toussé ou éternué, après avoir rendu visite à une personne malade, après chaque sortie à l'extérieur et bien sûr avant de préparer les repas, de les servir ou de les prendre.
- Utiliser des mouchoirs en papier.
- Porter un masque chirurgical pour limiter les risques de transmission du virus.
- Éviter de serrer les mains, d'embrasser, de partager ses effets personnels, éviter les lieux très fréquentés
- Aérer son logement chaque jour pour renouveler l'air.

Se faire vacciner contre la grippe saisonnière pour se protéger et protéger son entourage

Parce que le virus de la grippe évolue, il est indispensable de s'en protéger et de se faire vacciner chaque année. Au-delà de la fièvre, de la fatigue intense et des courbatures bien connues, la grippe saisonnière peut entraîner des complications graves pour les personnes à risque. Si vous ne faites pas partie des populations à risque, vous pouvez tout de même vous faire vacciner. Il est conseillé d'effectuer cette vaccination avant la circulation active des virus grippaux. Après vaccination, l'organisme a en effet besoin de deux semaines pour former les anticorps nécessaires.



Une campagne de vaccination gratuite contre la grippe saisonnière est organisée par le réseau de médecine de prévention du ministère :

- **En centrale, elle se déroule du 19 octobre au 29 novembre 2016, cliquez ici** pour connaître le calendrier.
- **Pour connaître le calendrier de vaccination en préfecture, s'adresser au service départemental d'action sociale.**

>>> Pour en savoir plus

Site du service public : **Grippe saisonnière : lancement de la campagne de vaccination**

Site du ministère de la Santé : **Calendrier des vaccinations et recommandations vaccinales 2016**

Le site Santé publique France/Inpes : <http://inpes.santepubliquefrance.fr>

Site Intranet de l'action sociale / Rubrique Médecine de prévention : <http://actionsociale.mi>



Actualité du ministère

Du 19 au 27 novembre 2016 : Semaine européenne de la réduction des déchets C'est décidé : je réduis mes déchets !

L'objectif est de sensibiliser à la nécessité de réduire la quantité de déchets générée et de donner des clés pour agir au quotidien, aussi bien chez soi que dans son domaine professionnel.

En 2016, au ministère :

• Une information sur les enjeux et les actions du ministère...

La thématique des déchets est un des axes forts du plan administration exemplaire et de nombreuses actions sont engagées - dispositif d'apport volontaire, convention avec l'éco-organisme Ecologic pour la collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques, convention avec l'association Bouchons d'Amour, la réutilisation de drapeaux usagés et des blousons réformés de la gendarmerie pour créer des objets patrimoine, l'adhésion au projet de filière de recyclage des vêtements professionnels...



Conçus et réalisés par BILUM



• Des actions de sensibilisation pour soutenir les réalisations du ministère, en expliquer le sens et les objectifs sur plusieurs sites parisiens : Beauvau, Lumière, Lognes, Oudinot et Garance



- Une Troc Party.
- La présentation d'une démarche de recyclage : à partir de bâches et de papiers usagés, les agents seront invités à créer des objets qu'ils emporteront (tapis de souris, dessous de verres, porte-clés et porte-cartes).
- Un jeu pour évaluer les bons gestes de tri et apprécier le lien entre production de déchets et émissions de gaz à effet de serre, avec des cadeaux éco-conçus à gagner !
- Une collecte des piles au profit du Téléthon en partenariat avec la SDASAP.
- Des stands d'information sur les règles de tri et les filières de recyclage.

Venez nombreux !

>>> Pour en savoir plus

Site Intranet du développement durable :

> <http://developpement-durable.sg.minint.fr/>

Site de la Semaine européenne de la réduction des déchets : > <http://www.serd.ademe.fr/>

Réseaux

Mouvement des personnels au sein de l'inspection santé et sécurité au travail

Réseau vivant, l'inspection santé et sécurité au travail composée de 19 membres, a vu le départ en 2016 de trois ISST, Corinne Fayolle (zone de défense et de sécurité sud-est), Véronique Juban (zone de défense et de sécurité ouest) et Jean-Marc Le Dréan (zone de défense et de sécurité sud-ouest). Le départ du second ISST de la zone de défense et de sécurité sud-est, le chef d'escadron Philippe Mior est annoncé pour le début d'année 2017.

Trois postes ont été pourvus. Amandine Aspe, ingénieur de recherche hors classe du ministère de l'Éducation nationale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le capitaine de gendarmerie nationale Gilles Enizan pour la zone de défense et de sécurité sud-est et le capitaine Stéphane Montalban pour la zone de défense et de sécurité sud-ouest ont rejoint le réseau au début du second semestre 2016. Ils suivent depuis le début du mois de septembre 2016 (depuis le 1^{er} octobre pour le capitaine Montalban) à l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, la formation initiale qualifiante de dix-neuf semaines préalable à leur prise de fonction au début du mois de février 2016.



>>> Pour en savoir plus

Site Intranet de l'action sociale/
Rubrique « Réseaux et relais »/ISST -
AP - CP : > [Liste des ISST](#)

Dernière réunion du CHSCT d'administration centrale le 18 octobre 2016



(DEPAFI) a été présenté à l'ensemble des membres de l'instance qui ont unanimement salué le travail de concertation accompli. Enfin, Yves Benedetti, coordonnateur national des inspecteurs santé et sécurité au travail, a exposé la procédure de dérogation pour l'accès des apprentis mineurs à des travaux dits réglementés.

La dernière réunion du CHSCT d'administration centrale au titre de l'année 2016 s'est tenue sous la présidence de Stanislas Bourron, directeur des ressources humaines, le 18 octobre 2016. Cette instance a été l'occasion de rendre compte du bilan de la politique menée par le ministère de l'Intérieur en faveur de l'insertion des agents en situation de handicap en 2015, qui concourt au maintien d'un taux d'emploi supérieur au seuil réglementaire fixé à 6 % pour la 4^e année consécutive (6,05 % en 2015). En outre, le document unique d'exposition aux risques professionnels de la Direction de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières

>>> Pour en savoir plus

Vous trouverez l'ensemble des textes, procès-verbaux et documents utiles sur le site Intranet de l'action sociale / Rubrique « CHSCT » : actionsociale.mi

Aide sociale interministérielle



Aide sociale interministérielle à la famille : la prestation CESU Garde d'enfant 0-6 ans

Vous avez un ou plusieurs enfants âgés de moins de 6 ans ? Dans le cadre de l'action sociale interministérielle, le ministère de la Fonction publique participe à vos frais de garde !

Pour les agents vivant en couple, le montant de l'aide est soumis à un plafond de ressources et son montant, en année pleine, est de 400 € ou 700 €.

Pour les familles monoparentales, l'aide est accordée sans plafond de ressources, et son montant, en année pleine, est de 265 €, 480 € ou 840 €.

>>> Pour en savoir plus

Sur le site Ticket CESU : > www.cesu-fonctionpublique.fr

> [Dépliant explicatif de la prestation](#)

Contact : votre service ministériel d'action sociale.

Ce dispositif est complété par les CESU du ministère de l'Intérieur > [site Intranet de l'action sociale / Rubrique : Offres et services / Garde d'enfant](#) : > actionsociale.mi

Logement

Le saviez-vous ? En Île-de-France, le dispositif ministériel du logement offre des solutions pour toutes les situations

Des solutions pour tous !

En administration centrale, que vous soyez titulaire, stagiaire ou contractuel, que vous soyez locataire, propriétaire ou hébergé, il vous est possible de demander un logement appartenant au contingent ministériel. En effet, le ministère de l'Intérieur dispose de solutions adaptées à toutes les configurations personnelles, et loge chaque année plusieurs centaines d'agents dans le parc HLM ou privé dans toute la région Île-de-France.

Des interlocuteurs spécialisés sont à votre service et à votre écoute. Ils vous guident et vous accompagnent pour vous aider à trouver votre nouveau lieu de résidence.

- Si vous êtes affecté(e) dans les services centraux du ministère : drcpn-logements@interieur.gouv.fr ou **01 80 15 43 43**
- Si vous êtes affecté(e) à la préfecture de Police : drh-sdas-bureau logement@interieur.gouv.fr ou **01 56 06 19 20**
- Pour toute autre affectation, prenez contact avec la préfecture de votre département.



>>> Pour en savoir plus

Pour découvrir l'essentiel des informations relatives à l'existence du dispositif ministériel de logement, consultez :

> [le guide ministériel du logement](#)

Site Intranet de la DRCPN / Rubrique « action sociale » / Logement :

> <http://drcpn.mi>

ou sur le site Intranet de l'action sociale / Rubrique « Logement » : actionsociale.mi

La colocation un nouveau mode de vie ?

La colocation a longtemps été considérée comme un mode de vie estudiantin. Cependant, pour des raisons économiques et d'évolution des styles de vie, ce mode de logement se répand sur de nombreux segments de la population. Avec la crise actuelle, la colocation est un moyen pour les personnes seules de diminuer leurs frais en partageant les charges. Au delà du simple point de vue économique, la colocation c'est aussi le moyen de partager, de discuter, de s'entraider, de se sentir plus en sécurité.

Les colocations intergénérationnelles ou entre seniors

L'allongement de l'espérance de vie en bonne santé (paradoxalement) pose plusieurs problèmes : celui de l'angoisse de vivre seul d'une part, et les frais de logement parfois élevés, surtout dans les grandes villes où les petits espaces sont rares et chers.

Les colocations entre seniors et étudiants se développent aujourd'hui en France et l'expérience semble très profitable aux deux parties. Les conditions : avoir une chambre libre d'au moins 9 m² située à l'intérieur ou à l'extérieur de son domicile et définir quelques règles de vie. Ce partage est bénéfique pour le senior comme pour le jeune : il offre la possibilité à un jeune de résider pour un prix abordable, près de son lieu de travail ou d'études, en échange de sa présence

quelques soirs par semaine ou d'une aide pour les tâches quotidiennes. Le senior quant à lui prolongera plus sereinement son maintien à son domicile, tout en augmentant ses revenus.

On parle souvent de la cohabitation entre jeunes et seniors mais on oublie que certains aînés peuvent également avoir envie de vivre ensemble entre seniors. Souvent éloignés de leurs proches ou seuls dans de grands appartements, les seniors qui mettent une partie de leur logement à disposition d'une autre personne trouvent par la colocation le moyen de rompre avec la solitude mais également de partager le quotidien et de mutualiser les frais.

Les adultes célibataires et les familles monoparentales

Suite à un changement familial, des difficultés financières ou tout simplement parce qu'ils travaillent loin de leur famille, un nombre croissant d'adultes choisit de partager un logement pour favoriser une socialisation active et ne pas s'ancrer dans la solitude. Dans ces colocations, la plupart des colocataires sont de la même tranche d'âge ce qui leur permet de partager leurs expériences, et de s'entraider. Pour les familles monoparentales, ce mode de vie est particulièrement apprécié car il permet aux parents d'avoir du temps pour eux et de créer des liens en dehors de la famille.



Dans tous les cas, le bail de location est obligatoire, il doit mentionner le prix du loyer, les dates de paiement et les modalités de revalorisation, il doit décrire avec précision le bien mis en location, les parties communes et préciser l'état civil du propriétaire, du locataire ainsi que leurs adresses respectives. Une fois ces conditions remplies, il ne vous reste plus qu'à trouver votre colocataire. Se rencontrer en amont, échanger, discuter, fixer les règles à l'avance sont les principaux conseils pour que cette expérience soit réussie. Il est préférable de faire appel à des associations spécialisées, qui faciliteront les échanges, en passant des annonces sur des sites internet dédiés à la colocation.

>>> Pour en savoir plus

Site « ensemble 2 générations » :

> www.ensemble2generations.fr

Site « Appartager » :

> <http://www.appartager.com>

Site spécialisé de la cohabitation des plus de 50 ans :

> Colocationseniors.fr

Caution locative Visale : maintenant accessible aux moins de 31 ans



Le bénéfice de la garantie Visale qui est une caution accordée à certains locataires du parc immobilier privé (pour leur résidence principale), est étendu depuis le 30 septembre 2016, aux jeunes jusqu'à l'âge de 30 ans, qu'ils soient salariés, non-salariés, étudiants, chômeurs, à l'exception des étudiants non-boursiers rattachés fiscalement à leurs parents.

Le demandeur doit remplir une condition de ressources qui varie selon qu'il est :

- étudiant de 30 ans ou moins ;
- salarié en CDI confirmé ou fonctionnaire titulaire de 30 ans ou moins ;
- dans toute autre situation.

Pour pouvoir bénéficier de cette garantie, le locataire doit effectuer une demande sur le site www.visale.fr (avant toute signature de bail). S'il remplit les conditions nécessaires, Action logement lui délivre un « visa » à remettre au bailleur qui doit à son tour créer un espace personnel sur ce même site web et faire sa demande de cautionnement. En cas d'impayés de loyer, c'est Action logement qui paye le bailleur, le locataire devant ensuite rembourser toutes les sommes versées. Si le locataire ne respecte pas l'échéancier de ses remboursements, Action logement peut demander la résiliation de son bail en justice.

>>> Pour en savoir plus

Source du service-public.fr : <https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A10335>

Site Visual.fr, connecte emploi et logement : <https://www.visale.fr/#/>

Taxe foncière 2016 : les exonérations possibles

Les personnes âgées de plus de 75 ans peuvent bénéficier d'une exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties si le montant de leur revenu fiscal de référence de l'année précédente n'excède pas la limite prévue à l'article 1417-I du CGI. Les limites de revenus à ne pas dépasser prévues à l'article 1417-I du CGI varient en fonction du nombre de parts retenu pour le calcul de l'impôt sur les revenus 2015. Pour les personnes vivant en métropole, âgées de plus de 75 ans ou bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés, l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties 2016 s'applique si le montant de leur revenu fiscal de référence de l'année précédente n'excède pas 10 697 € pour la première part de quotient familial, majorés de 2 856 € pour chaque demi-part supplémentaire ou 1 428 € pour chaque quart de part supplémentaire.

Par ailleurs, les redevables qui au 1^{er} janvier de l'année d'imposition sont âgés de plus de 65 ans et de moins de 75 ans peuvent bénéficier d'un dégrèvement d'office de 100 € de la taxe foncière afférente à leur habitation principale si le montant de leurs revenus de l'année précédente n'excède pas la limite prévue à l'article 1417-I du CGI. En outre, pour bénéficier du dégrèvement, les redevables doivent respecter des conditions de cohabitation de leur logement (article 1390 du CGI).

Ce dégrèvement est accordé d'office par l'administration, c'est-à-dire sans aucune démarche de la part des contribuables. Toutefois, en cas d'omission, il convient d'adresser une réclamation au service des impôts des particuliers.

>>> Pour en savoir plus

Site du ministère de l'économie et des finances : > impots.gouv.fr

> la brochure pratique des impôts locaux 2016 (page 59).

Contactez le service des impôts des particuliers (SIP) de votre lieu de résidence ou l'impôt service :

Tél. 0 810 467 687

Action santé solidaire et éco-responsable

Le ministère de l'Intérieur, Screlec-Batribox et l'AFM-Téléthon unissent leurs forces avec l'opération « 1 pile = 1 don, de l'énergie pour le téléthon ! »

Dans le cadre de sa politique de développement durable et de son engagement pour la santé solidaire, le ministère de l'Intérieur souhaite déployer sur tout le territoire une collecte de piles usagées au profit de l'association AFM / Téléthon. Cette opération est coordonnée par la Mission développement durable / DEPAFI et la Mission Information Animation / SDASAP/DRH, en partenariat avec la société SCRELEC et AFM-Téléthon.

- Pour le ministère, cette action s'inscrit au cœur de la stratégie ministérielle de développement durable mise en œuvre dès 2003 à travers de nombreuses actions en administration centrale et territoriale. Elle participe aussi à la lutte contre les maladies par le biais de soutien à des opérations pour la santé solidaire (Ligue contre le cancer, Institut Curie).

- SCRELEC est un éco-organisme dont la double mission est de prendre en charge les piles et les petites batteries et de sensibiliser les consommateurs à la collecte sélective de ces déchets. Screlec a conçu «Batribox», un programme complet de collecte comprenant : des outils pratiques, des bornes de collecte, un dispositif de communication ludique et pédagogique à destination du grand public et de ses partenaires.

1 pile = 1 don : comment ça marche ? Le principe est simple : la collecte de piles et de batteries usagées se transforme en dons pour le Téléthon, un moyen de mêler efficacement éco-responsabilité et lutte contre les maladies génétiques rares.

Du 2 novembre au 31 décembre 2016, les agents du ministère de l'Intérieur sont encouragés à se rendre dans les lieux de collecte répartis sur les implantations du ministère participant à l'opération pour y déposer leurs piles et batteries usagées.

Comment participer ? En administration centrale, la collecte est organisée par la Mission développement durable (MDD) et la Mission Information Animation de l'action sociale (MIAAs). Localement, **les services du ministère**, qui le souhaitent, peuvent adhérer au dispositif et mobiliser leurs collègues en s'inscrivant sur la boîte action.sociale@interieur.gouv.fr.

La MIAAs coordonnera la campagne de communication et le déploiement du matériel de collecte. La liste des lieux de collecte sera disponible sur les sites Intranet de la MIAAs et de la MDD.

Objectif 2016 pour AFM/TELETHON : 100 tonnes collectées

L'objectif pour le ministère est de collecter plus de 60 kg, sur chaque site.

- Les piles recyclées seront réutilisées pour la fabrication de nouvelles piles, batteries et objets usuels en métal.

- Pour une tonne de piles recyclées, 250 € seront versés à l'AFM-Téléthon.

Pour les deux premières éditions, l'opération 1 pile = 1 don a remporté un franc succès :

> **2014**, 44 tonnes de piles usagées collectées !

> **2015**, pour la 2^e édition de l'opération, 86 tonnes de piles collectés qui ont permis de verser 21 000 € au Téléthon !



>>> Pour en savoir plus

Site de la Mission développement durable : > <http://developpement-durable.sg.minint.fr/>

Site Intranet de l'action sociale :

> actionsociale.mi

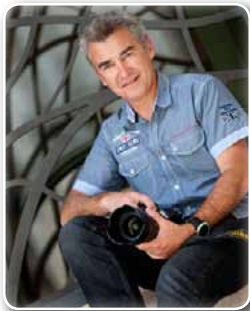
La page Facebook > **1 pile = 1 don pour le Téléthon**

Site Screlec environnement :

> www.screlec.fr

Contact : mission-developpement-durable@interieur.gouv.fr

Témoignage



Coup de projecteur sur Gérard Fayet, brigadier et artiste, engagé pour la préservation de la planète

Gérard Fayet, brigadier chef depuis près de 25 ans au ministère de l'Intérieur, formateur aux services opérationnels de L'Institut national de la formation de la Police nationale (INFPN) à Clermont-Ferrand, est aussi passionné

de photographie et de nature. Il a mené dans ce cadre un projet de livre passionnant : *Planète fragile*, préfacé par Nicolas Hulot. Des témoignages d'experts, illustrés de photographies étonnantes, permettent d'appréhender les grands enjeux écologiques pour les générations futures. La mission développement durable a eu la chance de rencontrer Gérard Fayet, qui a accepté de partager son engagement personnel et son travail d'artiste.

Extraits de son témoignage :

« *Planète fragile* est le fruit d'un peu moins d'un an de travail. L'ouvrage est paru à quelques semaines de la COP21 de manière tout à fait intentionnelle... Kyoto et Copenhague ont été des échecs... L'objectif était de faire prendre conscience, notamment aux enfants, des enjeux écologiques, essentiels pour l'avenir de la planète, à l'horizon de la COP21 ».

« Je ne suis pas vraiment un auteur, je suis surtout photographe, c'est mon métier et ma passion. Et je ne suis pas expert en développement durable. J'ai un regard artistique sur les paysages qui sont une grande richesse naturelle. Alors je m'appuie sur des témoignages d'experts (Bertrand Picard, André Borschberg, Maud Fontenoy...) que j'ai eu

la chance de rencontrer. Je suis aussi parti au Svalbard avec des élèves de CM2 et deux professeurs spécialisés en environnement ; je souhaitais travailler avec des enfants, découvrir leurs regards et les sensibiliser à l'environnement ».

« La photographie permet de prendre conscience soi-même et de donner conscience aux autres. »

« Plusieurs démarches sont engagées au sein de ma structure professionnelle : la maîtrise de la consommation de papier, la collecte et le recyclage des déchets d'imprimerie, les détecteurs de mouvements pour les lumières (LED) dans tous les lieux communs... Ces actions doivent être poursuivies et élargies. S'agissant des déplacements notamment, il faut encourager l'utilisation de véhicules électriques et l'éco-partage comme le covoiturage et apprendre à recourir à des dispositifs propres, souvent meilleurs pour la santé - la ville de Clermont-Ferrand a notamment mis en place « C.Vélo », un réseau de vélos en libre service et location longue durée. »



>>> Pour en savoir plus

Lire l'interview dans son intégralité sur l'Intranet du développement durable : > <http://developpement-durable.sg.minint.fr/>

Plus d'informations sur <http://www.terredexception.com/>

Agenda



> Du 14 au 20 novembre 2016

20^e Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées.

> <http://www.semaine-emploi-handicap.com/>



> Mardi 15 et jeudi 17 novembre 2016

Préfecture de la Loire-Atlantique : actions de sensibilisation sur l'accueil et l'intégration de travailleurs handicapés.

Contact : 02 40 41 21 18.



> Lundi 21 novembre 2016

CHSCT spécial préfecture à 14 h 30 - Salle Olympe de Gouges à Beauvau.

Les partenaires de la FJM...

Cap Vacances

> **Profitez de 150 € de remise par dossier pour vos vacances de février** (hors frais de dossier, supplément chambre individuelle et assurance annulation) en réservant en « Première Minute » votre séjour dans notre nouveau village club à Flaine. 75 € de remise par dossier dans nos autres villages clubs. « Première Minute » vacances de février est valable jusqu'au 13 novembre 2016 et cumulable avec la remise de la fondation Jean Moulin.

<http://www.fondationjeanmoulin.fr/partenaires/nos-partenaires-voyages/villages-clubs-en-france/cap-vacances>

Code Partenaire : **FJMCENP10**

Tél. **04 71 50 80 81**



Belambra

> **Early booking hiver 2017**

Bénéficiez de nos meilleures offres jusqu'à **- 36 %** sur votre séjour et jusqu'à **- 30 %** sur votre forfait remontées mécaniques !

<http://www.fondationjeanmoulin.fr/partenaires/nos-partenaires-voyages/villages-clubs-en-france/belambra>

Code Partenaire : **8939S**

Tél. **0 890 645 354**



Bordas

> **Offre spéciale : abonnez votre enfant et bénéficiez de 30 % de réduction.**

Contact Bordas : **01 53 55 26 28** du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30.

Courriel : soutien-scolaire@bordas.tm.fr

Offre valable jusqu'au 31 décembre 2016, sur le premier abonnement uniquement.

<http://www.fondationjeanmoulin.fr/qui-sommes-nous/actualites/loisirs/revision-en-ligne-avec-bordas>

Code partenaire : **15BS03**



Retrouvez toutes les offres partenaires de la FJM sur le site : <http://www.fondationjeanmoulin.fr/>

Gardez le contact...

Vous partez à la retraite ?

*Vous ne pouvez pas facilement consulter la lettre électronique
« Action sociale Infos » sur votre ordinateur professionnel ?*

Envoyez votre adresse électronique personnelle
à action.sociale@interieur.gouv.fr en précisant :

- Si vous êtes retraités (vos nom, prénom et département de résidence)
- Si vous êtes actif, votre lieu d'affectation

Vous serez ainsi informé régulièrement de l'actualité sociale du ministère
qui va privilégier ce mode de communication à l'avenir

Ministère de l'Intérieur / DRH / SDASAP / MIAas
Immeuble Lumière - Place Beauvau - 75800 Paris cedex 08
Contact : 01 80 15 41 13



>> Arrivées**> Andréa Degrasse,**

a pris ses fonctions en qualité d'apprentie graphiste au sein de la Mission Information Animation de l'action sociale.

**> Jérémy Ribeiro,**

a pris ses fonctions en qualité d'apprenti webmestre au sein de la Mission Information Animation de l'action sociale.

**> Amandine Aspe,**

ingénieur de recherche hors classe du ministère de l'Education nationale de l'Enseignement supérieur et de la recherche, a pris ses fonctions d'inspectrice de santé et sécurité au travail pour la zone de défense et de sécurité sud-est.

**> Gilles Enizan,**

capitaine de gendarmerie nationale, a pris ses fonctions d'inspecteur de santé et sécurité au travail pour la zone de défense et de sécurité sud-est.

**> Stéphane Montalban,**

capitaine, a pris ses fonctions d'inspecteur de santé et sécurité au travail pour la zone de défense et de sécurité sud-ouest.

>> Départs



> Corinne Fayolle,

a quitté son poste d'inspectrice de santé et sécurité au travail de la zone de défense et de sécurité sud-est.



> Jean-Marc Le Dréan,

a quitté son poste d'inspecteur de santé et sécurité au travail de la zone de défense et de sécurité sud-ouest.



> Véronique Juban,

a quitté son poste d'inspectrice de santé et sécurité au travail de la zone de défense et de sécurité ouest.